

SM/81/174
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

BENIN

Rapport des services du Fonds
sur les Consultations 1981 au titre de l'article IV

Rédigé par les représentants des services du Fonds
pour les consultations 1981 avec le Bénin

Approuvé par J.B. Zulu et S. Kanesa-Thasan

12 août 1981

I. Introduction

Les consultations 1981 au titre de l'article IV avec la République populaire du Bénin se sont déroulées à Cotonou du 3 au 16 juin 1981. Le Bénin était représenté par MM. I. Amoussou, Ministre des finances, A. Baba Moussa, Ministre du plan, des statistiques et de l'analyse économique, et G. Pognon, Directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de même que d'autres hauts fonctionnaires chargés des questions économiques et financières, dont certains cadres du siège de la BCEAO à Dakar. La mission du Fonds était composée de MM. R.O. Carstens (chef de mission, AFR), R.A. Franks (AFR), A.G. Muirragui (BUR), M^{me} U. Wilson (AFR), M^{me} N. Fahmy (BIRD), et de M^{me} M.F. Dowsell (secrétaire, AFR).

Le Bénin continue à se prévaloir des dispositions transitoires de l'article XIV. On trouvera un tableau résumant les relations du Bénin avec le Fonds et la Banque mondiale à l'annexe I.

II. Evolution récente de l'économie et
application du programme financier de 1980

Le Bénin se distingue des autres pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest parce qu'il est favorablement situé sur plusieurs voies de transit pour les importations et parce qu'il est proche du marché nigérian de plus en plus considérable. Bien qu'il existe des gisements abondants de calcaire

et, au large des côtes, de pétrole, l'exploitation commerciale ne fait que commencer. La production de ciment et de pétrole devrait être mise en route vers le milieu et à la fin de 1982, respectivement, permettant au Bénin de devenir rapidement un exportateur net des deux produits. A l'heure actuelle, les besoins du Bénin en pétrole sont intégralement couverts par les importations, de même qu'une forte proportion de la consommation d'électricité. La balance des paiements se caractérise par un important déficit au titre des biens et des services, qui est financé par des transferts publics et privés de même que par des emprunts officiels à l'étranger. Depuis quelques années, les recettes d'exportations sont équivalentes à 50 % environ des importations.

Bien que l'on ne dispose pas de données officielles concernant les comptes nationaux depuis 1978, tout porte à croire que le revenu réel par habitant au Bénin n'a augmenté que dans des proportions modestes au cours des dernières années, conséquence d'une détérioration des termes de l'échange, elle-même résultant de la hausse des prix du pétrole et des produits manufacturés. Le volume des exportations traditionnelles du Bénin a également diminué quelque peu - coton et produits du palmier - par rapport à la première moitié des années 70, de sorte que la balance globale des paiements et les réserves extérieures sont toujours soumises à certaines pressions. Les perspectives pour 1981 laissent prévoir une nouvelle détérioration de la position fondamentale de la balance des paiements et un déficit global de 3,1 milliards de francs CFA (10 millions de DTS), contre 0,4 milliard de francs CFA en 1980.

L'évolution défavorable observée à la fois pour l'économie intérieure et les transactions extérieures a de sérieuses répercussions sur le budget de l'administration centrale et les entreprises d'Etat, de même que sur la situation monétaire dans son ensemble. Le budget actuel, tel qu'il a été approuvé pour 1980, prévoit que les recettes et les dépenses s'équilibreront au niveau de 33 milliards de francs CFA, mais la perception des recettes est restée en deça de cet objectif à concurrence de près de 25 %. Ce résultat est dû en grande partie à des retards dans le recouvrement de l'impôt sur le revenu, ce qui a entraîné un ajustement en baisse des dépenses, notamment les dépenses de personnel, par ajournement du versement des augmentations. L'insuffisance des recettes pendant l'exercice courant sera probablement bien plus considérable, en partie du fait de prévisions excessives concernant les recettes provenant de contributions du secteur des entreprises publiques. Les dépenses ordinaires pour la période actuelle devront donc être maintenues à un niveau très inférieur aux 43 millions de francs CFA prévus au budget. Bien que les comptes financiers détaillés des entreprises industrielles et commerciales d'Etat ne soient pas toujours à jour, il apparaît que la situation financière de certaines des principales entreprises se soit fortement dégradée au cours des dernières années. Cette détérioration s'est traduite par une diminution du stock de capital, mais a aussi, plus récemment, soulevé de

sérieuses difficultés dans le versement des salaires. En outre, le secteur des fermes d'Etat ne parvient pas à obtenir des rendements positifs sur le capital investi et la production et les exportations agricoles dépendent toujours d'exploitants individuels utilisant des méthodes traditionnelles. Néanmoins, le bilan économique général pourrait s'améliorer quelque peu dans le courant de l'année, à la suite d'une croissance régulière du commerce, des transports, de la construction et des travaux publics, expansion due dans le dernier cas au niveau élevé des dépenses d'investissement publiques, l'exécution des principaux projets prévus au plan n'ayant subi que de légers retards.

Avec une bonne récolte pour les cultures vivrières, les prix alimentaires intérieurs n'ont que faiblement augmenté, tandis que les prix des biens importés continuent à progresser à un rythme relativement rapide. L'augmentation du déflateur du PIB a été estimée à 12 % en 1980 et sera probablement un peu plus élevée en 1981.

Etant donné les problèmes structurels difficiles qui existent au sein de l'économie, et face à la détérioration continue des termes de l'échange, les autorités béninoises ont adopté un programme financier pour 1980, appuyé par un prêt du Fonds fiduciaire au cours de la deuxième période, afin de contenir les pressions exercées par la demande et de limiter le déficit global de la balance des paiements à 2,7 milliards de francs CFA (10 millions de DTS), tout en permettant un effort de développement accru. Le programme prévoyait une réduction du rapport entre le déficit des transactions courantes extérieures et le PIB, ainsi qu'une continuation de la politique destinée au minimum à équilibrer les opérations budgétaires courantes et à limiter le déficit global au titre des opérations financières de l'administration centrale, à un niveau compatible avec l'objectif global que le Bénin et l'ensemble de l'Union monétaire ouest-africaine se sont fixés en matière de balance des paiements. Comme contribution à la réalisation de cet objectif, l'augmentation des avoirs intérieurs nets du système bancaire devait être limitée à 20 % pendant la période d'exécution du programme, contre 42 % en 1979 (Tableau 1). L'expansion du crédit au secteur privé (y compris les entreprises d'Etat), qui avait fortement augmenté les années précédentes, surtout en raison des besoins financiers des entreprises d'Etat, devait être limité à 10 %, contre 27 % en 1979. Le recours de l'Etat au système bancaire devait être limité à 4,2 milliards de francs CFA, soit une réduction de 50 % environ de la position créditrice nette de l'Etat vis-à-vis du système bancaire. Les données monétaires indiquent que les efforts déployés par les autorités pour stabiliser l'économie ont été raisonnablement efficaces. La position créditrice nette de l'Etat s'est même légèrement améliorée, au lieu de se dégrader, de même que les avoirs extérieurs nets du système bancaire. Toutefois, les avoirs intérieurs nets du système ont augmenté de 36 %, rythme presque deux fois plus rapide que prévu, par suite de la forte demande de crédit émanant des secteurs agricoles et commerciaux. La masse monétaire a augmenté de 41 %, contre quelque 16 % prévus par le programme.

Tableau 1. Bénin . exécution du programme financier 1980

	Projection ou objectif	Résultat	Projection ou objectif	Résultat
	(Milliards de francs CFA)		(Pourcentage)	
<u>Situation monétaire 1/</u>				
Variations :				
des avoirs extérieurs nets	-2,7	0,7
Dont : BCEAO	(-2,7)	(-0,4)	(...)	(...)
des avoirs intérieurs nets	10,5	18,7	20,2	35,9
des créances nettes sur l'Etat	(4,2)	(-2,1)	(...)	(...)
des créances nettes sur le secteur privé	(6,3)	(20,8)	(10,3)	(34,7)
Balance monétaire	7,3	19,0	16,1	40,6
	(Pourcentage d'augmentation par rapport à l'année précédente)			
<u>Finances publiques 2/</u>				
Recettes et dons	35,85	34,12	25,9	19,8
Dépenses et prêts nets	49,45	42,50	53,9	32,1
Dont : dépenses courantes	(31,10)	(24,24)	(50,7)	(20,9)
dépenses en capital	(15,70)	(16,18)	(151,6)	(129,5)
Déficit de l'administration centrale	-13,60	-8,38	271,6	125,9
Financement extérieur	8,30	7,55	196,4	170,6
<u>Balance des paiements</u>				
Exportations, f.o.b.	47,0	51,0	16,6	17,8
Importations, c.a.f.	-89,0	-91,7	19,3	21,0
Déficit commercial	-42,0	-40,7	22,4	25,2
Services (nets)	6,3	-11,3	-5,8	18,9
Transferts (nets)	22,1	27,3	24,9	30,6
Déficit des transactions courantes	-26,2	-24,7	12,5	17,1
Capitaux non monétaires	23,0	19,2	28,5	57,2
Déficit global	-2,7	-0,4

Sources : BCEAO; Direction du Trésor et de la comptabilité publique; Caisse autonome d'amortissement (CAA); Fonds national d'investissement (FNI); calculs des services du Fonds.

1/ Séries anciennes, secteur de l'Etat au sens restreint.

2/ Opérations financières de l'administration centrale.

La balance globale des paiements, estimée d'après les variations des avoirs extérieurs nets de la banque centrale, a accusé un déficit de 0,4 milliard de francs CFA seulement, contre un déficit projeté de 2,7 milliards (10 millions de DTS). Ce résultat est dû à une production supérieure aux prévisions dans le secteur agricole pendant la campagne 1979/80, qui a permis une augmentation des exportations des produits du palmier et d'autres produits agricoles et une baisse des importations de denrées alimentaires, de même qu'à des entrées de dons et de prêts étrangers plus élevées que prévu.

Malgré un apport accru de ressources de l'étranger, le niveau et le profil de l'endettement extérieur du Bénin restent à des niveaux supportables. A la fin de décembre 1980, l'encours total de la dette extérieure publique et garantie par l'Etat se chiffrait à 262 millions de dollars, dont la plus grande partie se situait dans la gamme des échéances de 12 ans et plus. Les paiements au titre du service de la dette en 1980 ont atteint au total 6,9 millions de dollars, soit 2 % environ des exportations de biens et de services non facteurs. Les réserves officielles brutes sont tombées de 16,8 millions de DTS à la fin de 1977 à 6,4 millions à la fin de décembre 1980, époque à laquelle elles atteignaient à peine l'équivalent d'une semaine d'importations projetées pour 1981.

III. Rapport concernant les entretiens

1. Perspectives de production et politique de développement

Malgré les problèmes rencontrés en 1980, à la fois dans le secteur agricole et le secteur industriel, et en dépit de la détérioration continue des termes de l'échange, les perspectives d'élargissement de la base économique et de croissance soutenue, bien que modeste, restent favorables. Dans l'hypothèse de conditions météorologiques normales pour le reste de 1981, la production de cultures vivrières, en particulier le maïs et le manioc, devrait augmenter. En ce qui concerne les cultures commerciales, la production de coton pourrait doubler si elle ne se heurte pas aux problèmes particuliers concernant les inputs agricoles rencontrés pendant la campagne 1980/81. La production d'huile de palme et de palmiste augmentera probablement encore, à mesure que se poursuit la reprise progressive amorcée après la sécheresse de 1977. A la suite de la mise en place de nouvelles unités de production, cette augmentation devrait accroître la production des agro-industries, bien que la nouvelle usine pour le maïs puisse connaître des insuffisances temporaires de matières premières, étant donné l'attrait que présente pour les exploitants le marché du Nigéria. Les autres activités industrielles, toutefois, ne sont pas susceptibles de se développer, car aucune nouvelle unité importante ne sera mise en service tandis qu'un grand nombre d'unités existantes se heurtent à des problèmes d'exploitation et à des problèmes financiers. La construction poursuivra sa tendance à la hausse, en raison principalement de l'exécution d'un

grand nombre de projets, notamment une cimenterie, un complexe sucrier, l'agrandissement du port de Cotonou et la mise en place d'installations pour l'exploitation et la prospection pétrolières aux larges des côtes. Comme le commerce et les autres services sont, eux aussi, en expansion par suite du rôle important que joue le Bénin comme voie d'accès à cette partie de la région, la croissance réelle du PIB pourrait atteindre 5 % en 1981, contre 4 % en 1980.

Lors de l'examen des perspectives économiques, les représentants béninois ont déclaré que l'expérience acquise en matière de planification et d'exécution des plans, à la suite d'une évaluation attentive des résultats obtenus par le premier plan triennal 1978-80, serait mise à profit lors de l'élaboration du prochain plan, qui couvrirait probablement la période 1983-85. Ce calendrier prudent se justifie, estiment-ils, du fait qu'il permettait la conception et la mise en place d'un cadre institutionnel plus approprié pour aborder de manière coordonnée les questions touchant au détail de l'exécution de la stratégie énoncée pour les dix prochaines années dans un document récemment présenté à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. A leur avis, la première réaction des organismes donateurs éventuels était plutôt encourageante. Cette réaction est importante, puisque le financement extérieur a été fixé à 75 % environ des investissements totaux de 959 milliards de francs CFA (Tableau 2). Les projections pour la période décennale sont fondées sur un taux annuel moyen supposé de 7 % pour la croissance réelle, ce qui implique un doublement du PIB au cours de la décennie. Bien que les autorités aient considéré ce chiffre comme le minimum requis pour assurer un niveau acceptable de bien-être pour une population en augmentation rapide, il ne s'agissait, bien sûr, que d'une hypothèse de travail, le taux correspondant probablement à une hypothèse haute, car la croissance moyenne ces dernières années avait à peine dépassé la moitié de ce chiffre.

L'orientation fondamentale de la politique de développement à suivre pendant l'intervalle de deux ans pour lequel sont prévus des programmes d'investissement annuel, et pendant la période du deuxième plan, se conformera essentiellement à des principes déjà établis. Toutefois, étant donné la nécessité d'améliorer l'attrait des secteurs ruraux dans le contexte des efforts que déploient à nouveau les autorités pour encourager un développement régional plus équilibré, aucun projet nouveau à grande échelle fonctionnant en enclave n'est susceptible d'être lancé au cours des quelques années à venir. Cette priorité, accordée à un développement autochtone s'appuyant sur une large base, vise tout particulièrement à accroître la productivité dans le secteur agricole, dans le but de renforcer l'autosuffisance alimentaire et de dégager un excédent pour l'exportation, tout en continuant à stimuler les cultures d'exportation traditionnelles. En ce qui concerne le secteur secondaire, la politique sera orientée vers la création d'industries transformant les matières premières locales, mais aussi, de plus en plus, vers la production de biens intermédiaires pour le marché intérieur destinés à la production

Tableau 2. Bénin : objectifs de croissance
et besoins de financement, 1981-90

	1981-85	1986-90	1981-90
	<u>(Taux de croissance annuel moyen en pourcentage)</u>		
<u>Objectifs de croissance</u>			
PIB réel (au coût des facteurs)	6,5	7,3	6,9
Secteur primaire	4,0	4,5	4,2
Secteur secondaire	13,3	14,5	13,9
Secteur tertiaire	6,9	6,9	6,9
	<u>(Milliards de francs CFA : prix de 1^{er}</u>		
<u>Besoins de financement</u>			
Total (cumulatif)	421,9	536,9	958,8
Ressources intérieures	77,5	155,9	233,4
Assistance extérieure	344,4	381,0	725,4
	<u>(En pourcentage)</u>		
Assistance extérieure/financement total	81,6	71,0	75,6
Assistance extérieure/PIB	26,1	20,4	22,7

Source : Ministère du Plan, de la statistique et de l'analyse
économique, Programme national de développement économique et social
pour la décennie 1980-1990.

locale ou aux marchés d'exportation. En ce qui concerne le secteur tertiaire, la constitution d'un réseau malgré d'infrastructure pour répondre aux besoins du commerce et d'un développement régional et sectoriel équilibré bénéficiera de la plus haute priorité. Par ailleurs, l'exploitation ordonnée du potentiel commercial régional du pays suppose un commerce d'importations et d'exportations entrepris d'une manière organisée avec les pays voisins. Toutes les mesures prises, ont affirmé les représentants béninois, ont été conçues pour réaliser une croissance de plus en plus autonome. En conséquence, la part de l'épargne intérieure dans le financement des investissements devrait passer progressivement de 16 % en 1980 à 21 % en 1985 et 35 % à la fin de la décennie.

Pour stimuler la productivité et faire croître simultanément les revenus du secteur rural, les autorités ont l'intention de maintenir une structure de prix rémunératrice pour la production et pour les inputs, même si dans certains cas cela suppose une déviation par rapport au principe consistant à faire payer le coût économique intégral des inputs, notamment des taux d'intérêt traduisant la rareté du capital. A cette fin, la distribution d'engrais et le régime des subventions pour le coton seront maintenus, tandis que l'intensification des efforts du système bancaire pour desservir les zones rurales devrait contribuer à couvrir les besoins de crédit des agriculteurs, de même qu'à mobiliser leur épargne. Les représentants béninois ont déclaré que, étant donné les résultats peu satisfaisants obtenus jusqu'ici avec les fermes d'Etat et la collectivisation, des études préparatoires plus attentives devront être effectuées à l'avenir. Celles-ci, conjuguées à l'amélioration des services de vulgarisation destinés à faire connaître les techniques agricoles modernes et diffuser plus rapidement les variétés à rendement élevé, devraient assurer à l'avenir une diminution de la part de la production agricole attribuable aux exploitants individuels se servant de méthodes traditionnelles. Pour atténuer le problème chronique de la livraison d'engrais, qu'il est difficile de fournir à temps et en quantités suffisantes, il a été envisagé de créer une usine d'engrais, bien que celle-ci serait tributaire de matières premières importées. Toutefois, dans le domaine de la politique industrielle, les autorités, tout en maintenant les principales entreprises sous le contrôle de l'Etat, feront en général un plus gros effort pour encourager les entrepreneurs locaux et les petites entreprises en amont et en aval de la production agricole intérieure. Le gouvernement a, depuis quelque temps, accordé une attention croissante aux répercussions éventuelles d'une intégration régionale de plus en plus poussée, tout particulièrement en ce qui concerne la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et examine actuellement les mesures à prendre pour rendre l'industrie béninoise plus compétitive au sein de la région et, si nécessaire, pour adapter la structure existante des incitations à la nécessité d'une diversification et d'une croissance durable dans un contexte économique en évolution.

S'agissant de la définition de priorités et de la mise au point de notions nouvelles concernant l'avenir immédiat, le gouvernement est lourdement handicapé par le manque de statistiques fiables. Le résultat des investissements prévus par le plan précédent n'a pas encore été analysé en profondeur et en règle générale les variations de la conjoncture économique ne sont découvertes qu'avec des retards considérables. Les renseignements fondamentaux concernant l'économie réelle sont fréquemment périmés ou imprécis et ne sont donc pas immédiatement utilisables par les planificateurs. Les informations concernant les transactions extérieures, notamment la dette publique et la dette garantie par l'Etat, sont insuffisantes et il n'existe pas, depuis le milieu des années 70, de statistiques financières consolidées fiables, puisque ni les comptes du Trésor ni les comptes bancaires n'ont été depuis lors correctement arrêtés et vérifiés et qu'il est difficile d'obtenir des données financières détaillées sur le secteur des entreprises d'Etat.

Les représentants béninois ont reconnu que ce dernier problème en particulier était une source de préoccupation pour les autorités dans la situation actuelle, puisqu'il serait difficile de s'attaquer aux problèmes posés par la gestion déficiente d'un certain nombre d'entreprises d'Etat et par la situation financière défavorable qui en résulte, sans informations plus précises sur les opérations tant matérielles que financières desdites entreprises. Ils fondent de grands espoirs sur les travaux du nouveau Ministère de l'inspection des entreprises publiques et semi-publiques, créé il y a un an pour contrôler les activités des entreprises d'Etat et donner les conseils et recommandations nécessaires. Le Ministre préside également la Commission nationale de bilan récemment créée, qui a pour tâche précise d'examiner la situation financière de chaque entreprise d'Etat. La commission a publié son premier rapport général, qui fait actuellement l'objet d'une mise à jour et d'une élaboration, travail qui pourrait durer jusqu'à la fin de l'année. Toutefois, étant donné l'urgence de la situation, le gouvernement a déjà remplacé la direction de plusieurs entreprises d'Etat importantes, aboli le monopole de l'importation et de la distribution de produits pharmaceutiques, et imposé de nouvelles directives en matière de salaires. En outre, les banques ont été priées de renforcer le contrôle du crédit accordé aux entreprises d'Etat et le Trésor a intensifié ses efforts pour obtenir le règlement de ses créances vis-à-vis desdites entreprises, imposant ainsi une réorganisation dans les cas où cela était nécessaire.

En ce qui concerne l'énergie, les représentants béninois ont fait savoir que la forte dépendance du pays à l'égard des importations serait probablement largement réduite d'ici un peu plus d'un an et que d'ici 1983 le Bénin serait probablement un exportateur net. Depuis 1973, le Bénin importe de l'électricité du barrage d'Akosombo au Ghana, de sorte que les importations de produits pétroliers ont été relativement faibles, s'établissant au cours des dernières années à 5 % seulement environ de la valeur totale des paiements au titre des importations. Toutefois, avec la hausse

du coût de l'énergie importée, le Bénin a été obligé d'accroître sa capacité de production électrique et de réexaminer le potentiel hydroélectrique de ses propres cours d'eau. Les autorités étudient activement avec le Togo la possibilité d'un projet conjoint sur la rivière Mono. L'amélioration majeure, toutefois, viendra du gisement pétrolier en mer actuellement mis en valeur avec l'aide de la Norvège. L'exploitation à titre d'essai pourrait commencer en octobre 1982, bien que la production à pleine capacité, projetée actuellement à 10.000 barils de pétrole brut par jour - soit 500.000 tonnes par an - ne serait atteinte qu'en 1983. Avec une consommation intérieure de 150.000 tonnes environ, le Bénin exporterait néanmoins la totalité de son pétrole brut et continuerait à importer des produits pétroliers, puisqu'il ne dispose pas d'une raffinerie et, étant donné la structure des coûts actuels, il n'envisage pas dans l'immédiat de se doter d'un complexe de raffinage. En ce qui concerne la prospection à venir, les représentants du Bénin ont fait savoir que la BIRD et les Nations Unies participaient à ces projets, et ils espéraient qu'un appel d'offres pour les concessions serait lancé d'ici la fin de l'année prochaine.

2. Politique des prix et des revenus

En ce qui concerne les prix à la consommation, le gouvernement a continué d'appliquer une politique destinée à assurer un approvisionnement suffisant de denrées alimentaires de base et certains autres produits essentiels à des prix faibles, uniformes et relativement stables, tout en prodiguant des encouragements suffisants aux producteurs agricoles. A cet effet, certains prix sont réglementés et les autorités ont recours aux subventions pour empêcher la hausse des prix du riz, du sucre et de l'huile de palme. En général, toutefois, les prix sont déterminés par le marché et les autorités ont limité leurs interventions à des cas particuliers, conscientes du fait que, dans une économie ouverte comme celle du Bénin avec une grande activité de négoce, la possibilité d'agir avec efficacité était strictement limitée. Elles s'efforcent donc, avant tout, de maintenir des conditions ordonnées dans le secteur commercial et de régler les taux de marque et les marges bénéficiaires. En outre, elles consacrent plus particulièrement des efforts à l'amélioration des installations de stockage et de transport du maïs et d'autres cultures vivrières, en vue de régulariser les fluctuations de prix sur le marché intérieur entre régions et au cours du temps.

En ce qui concerne le commerce frontalier et toutes ses répercussions, telles que les pénuries temporaires de marchandises au Bénin et des mouvements de prix irréguliers, les représentants du Bénin ont confirmé la persistance de ses problèmes. Toutefois, l'effet combiné de l'assouplissement des restrictions aux importations au Nigéria et de la dépréciation du franc CFA s'est traduit par une réduction de la décote du naira nigérian sur le marché parallèle. Par ailleurs, il y avait non seulement une importante circulation de naira au Bénin, mais les francs CFA ont également servi de

plus en plus aux fins de transactions commerciales au Nigéria, ce qui, entre autres raisons, explique peut-être l'accroissement considérable enregistré pour la masse monétaire du Bénin en 1980 (voir ci-dessous). Dans la situation actuelle, le principal problème est celui des répercussions au Bénin de perturbations temporaires du marché survenues au-delà des frontières.

Au début de 1980, à la suite d'une longue période pendant laquelle les revenus réels ont diminué dans les zones urbaines alors qu'ils augmentaient dans les zones rurales, le gouvernement a adopté plusieurs mesures visant à relever les revenus réels des salariés. Il a relevé de 15 % dans le secteur privé les taux du salaire minimum et de 11 % l'ensemble des salaires du secteur public. En outre, les promotions dans le secteur public, qui avaient été bloquées périodiquement dans le passé, ont été entièrement libérées en janvier, à la suite du déblocage d'une allocation au titre du logement l'année précédente.

En faisant l'exposé de ces mesures, les représentants béninois ont déclaré que les augmentations accordées étaient loin de compenser entièrement les hausses de prix antérieures pour les fonctionnaires et d'autres salariés touchant des revenus contractuels. Il s'agissait là, ont-ils souligné, d'un des aspects de la politique générale du gouvernement visant à freiner les salaires dans les zones urbaines afin de ralentir l'exode rural et de faire dépendre les augmentations de salaires et de traitements autant que possible d'accroissements effectifs de la production et de la productivité. Bien que cette politique ait été assez efficace, en ce que les biens et services béninois sont restés compétitifs sur les marchés étrangers et intérieurs, elle a aussi accru la disparité entre les niveaux salariaux intérieurs et ceux des pays voisins. Ces écarts ont apparemment incité des personnes qualifiées à émigrer et ont donc aggravé les problèmes de main-d'oeuvre qui se posent déjà au Bénin. Les autorités espèrent atténuer le problème du personnel qualifié sur le plan intérieur en fournissant des occasions plus nombreuses de recevoir une formation et un enseignement appropriés.

3. Politique et perspectives budgétaires

Commentant les perspectives pour 1981, les représentants béninois ont déclaré que les opérations financières de l'Etat seraient l'instrument principal qui servirait à empêcher l'aggravation des déséquilibres au sein de l'économie et, en particulier, à freiner la dégradation de la position extérieure. A cette fin, le budget de 1981 prévoit des recettes égales aux dépenses ordinaires de 43 milliards de francs CFA, ce qui représente le double du niveau des recettes et dépenses enregistré en 1980.

Les représentants béninois ont reconnu que les estimations concernant les recettes pour 1981 seraient peut-être dans l'ensemble exagérées, bien que certaines nouvelles mesures fiscales aient été

incluses dans le budget, notamment une majoration du taux de l'impôt sur les bénéfices et de la taxe sur le chiffre d'affaires. Ils s'attendent à un chiffre de recettes budgétaires ordinaires légèrement supérieur à 30 milliards de francs CFA, même après un effort plus intense pour recouvrer les impôts des entreprises d'Etat, mais ils ont exprimé l'espoir que d'autres sources de recettes permettraient de réaliser les objectifs fixés pour les dépenses. Le niveau des dépenses ordinaires prévues par le budget a été considéré comme le minimum requis pour soutenir un effort accru de développement et permettre d'adopter une structure salariale plus compétitive dans la fonction publique. Toutefois, les autorités ont souligné que la politique instituée par elles en vue d'équilibrer, au moins, le budget de fonctionnement, aurait la priorité sur cet objectif de dépenses dans le cas où les recettes extraordinaires attendues n'étaient pas perçues cette année. Elles estiment que leurs méthodes de contrôle budgétaire les mettraient en mesure de limiter les dépenses au niveau des recettes, comme elles l'avaient fait en 1980, année où la position créditrice nette vis-à-vis du système bancaire s'était même quelque peu améliorée.

Une autre caractéristique importante des opérations budgétaires en 1981 sera l'augmentation substantielle des emprunts extérieurs nets, accompagnée d'une réduction marginale (1,2 milliards de francs CFA) des dépôts nets de l'Etat auprès du système bancaire, pour financer des dépenses d'investissement totales et des prêts nets estimés à 57 milliards de francs CFA, soit 22 % du PIB. Les opérations consolidées de l'administration centrale pour 1981 devraient donc se solder par un déficit de 36 milliards de francs CFA, soit 10 % du PIB. Cette forte augmentation est liée à une accumulation exceptionnelle d'investissements en 1981, causée en partie par les retards subis au niveau du démarrage de certains projets inclus dans le plan de 1978-80 du fait de goulets d'étranglement budgétaires et administratifs. Elle reflète aussi l'exécution de divers grands projets appelés à exercer une influence favorable à moyen terme sur la production et la balance des paiements. En ce qui concerne la politique budgétaire pour les années futures, les autorités ont insisté sur leur intention de continuer de s'efforcer, au minimum, d'équilibrer leurs opérations courantes et de limiter le déficit total à un ordre de grandeur raisonnable qui serait compatible avec les objectifs globaux de la balance des paiements pour le Bénin et pour l'ensemble de l'Union monétaire ouest-africaine.

En analysant la politique du gouvernement en matière de dépenses d'investissement pour le futur immédiat, les représentants béninois ont rappelé que les autorités sont de plus en plus conscientes de l'action réciproque entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement, à mesure que des ressources de plus en plus considérables sont affectées à des projets d'une complexité croissante, nécessitant un degré supérieur de précision dans la préparation, la coordination et le contrôle. Elles poursuivent leurs efforts en vue de renforcer les méthodes de travail et les structures administratives. A cet

effet, le gouvernement a décidé, en février 1980, de créer une Caisse centrale de financement qui absorberait les fonctions du Trésor, de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), du Fonds national d'investissement (FNI), et de la Direction des affaires monétaires et bancaires du Ministère des finances et de la Direction de la coopération technique du Ministère du plan. Ce nouvel organisme, qui doit commencer à fonctionner à la fin de 1981 ou au début de 1982, serait chargée de gérer toutes les ressources financières de l'Administration centrale, y compris les emprunts et les dons obtenus à l'extérieur. Les autorités espèrent ainsi améliorer la répartition et l'utilisation des ressources publiques, qui ont souffert jusqu'ici d'un système complexe de comptes d'affectation spéciale. Les représentants béninois espèrent aussi que le nouvel organisme contribuera fortement à améliorer la disponibilité des données sur les opérations financières de l'Etat et les transactions relatives à la dette extérieure du Bénin. La coordination entre le Ministère du plan et le Ministère des finances dans l'exécution des tranches annuelles du plan de développement se trouvera elle aussi renforcée par la nouvelle organisation.

4. Politique monétaire et perspectives de la balance des paiements

Depuis la réforme générale de 1975, la Banque centrale a fixé des objectifs annuels en matière de monnaie et de crédit pour l'ensemble de l'Union monétaire ouest-africaine et pour chacun des pays membres. Ces objectifs sont fixés en fonction des perspectives générales de croissance et de balance des paiements pour chacun des pays membres, ainsi qu'en fonction d'objectifs concernant le niveau des réserves internationales pour l'ensemble de l'Union. Face aux pressions continues sur les prix et la balance des paiements, les autorités béninoises ont établi pour 1980, en matière de monnaie et de crédit, des objectifs compatibles avec un programme financier de 12 mois finissant en décembre 1980, à l'appui duquel elles ont reçu un prêt du Fonds fiduciaire au cours de la deuxième période. Comme mentionné précédemment, le programme a été, dans une certaine mesure, mené à bien.

En ce qui concerne la politique monétaire en 1980, les représentants béninois ont fait savoir que les objectifs de fin 1980 pour les avoirs extérieurs nets, le crédit intérieur et la masse monétaire au sens large avaient été révisés en cours d'année, parce que l'évolution économique avait été beaucoup moins favorable que ne le prévoyaient les autorités au moment où ces objectifs avaient été fixés. Ces modifications sont conformes à la politique de la BCEAO consistant à réviser les objectifs de fin d'année si la situation s'est détériorée au point d'exiger des mesures correctives. L'analyse de l'évolution et des projections monétaires a été particulièrement difficile du fait d'un certain manque de concordance statistique dans les données sur la masse monétaire et sur le crédit à l'Etat, résultant d'une modification de la définition de ces postes en octobre 1979. Compte tenu des ajustements nécessaires, les estimations ont été établies pour 1980 et 1981 et sont compatibles avec l'évolution effective et projetée des différents secteurs, décrite précédemment.

En 1981, dans l'hypothèse d'une nouvelle diminution légère de la vitesse de circulation, la masse monétaire au sens large devrait augmenter de 11 % (Tableau 3). Les avoirs extérieurs nets de la banque centrale diminueront probablement de 3,1 milliards de francs CFA et ceux des banques de dépôts, de 1,2 milliard. En ce qui concerne le crédit à l'Etat, les représentants béninois ont fait savoir que le plafond des concours de la banque centrale à l'Etat pour l'ensemble de 1981 était de 6,4 milliards de francs CFA (brut), dont la moitié environ était encore disponible. Toutefois, les représentants béninois ont exprimé l'espoir que le recours net de l'Etat au système bancaire en 1981 serait inférieur au montant de 1,2 milliard de francs CFA actuellement projeté. En ce qui concerne le crédit au secteur privé, la BCEAO fixe depuis janvier 1980 des taux maximums mensuels d'expansion du crédit (non compris les crédits de campagne) pour les banques commerciales. Bien que la demande de crédit ait augmenté de manière spectaculaire en 1980 par rapport à 1979, à la suite de l'intensification de l'activité économique dans le secteur privé, elle sera sans doute relativement plus modeste en 1981 et les taux maximums mensuels ne sont pas actuellement un obstacle aux activités de prêts des banques. Le contrôle du recours au crédit préférentiel a été renforcé, afin d'empêcher que les crédits de campagne, tout particulièrement, soient affectés à des investissements immobiliers spéculatifs et commerciaux. Dans l'ensemble, le crédit au secteur privé devrait croître de 13 % environ en 1981 et les avoirs intérieurs nets, de 17 %. Les représentants béninois considèrent que ces mesures traduisent clairement l'intention des autorités d'adapter l'économie à l'évolution des conditions intérieures et extérieures en modérant l'expansion du crédit. Bien qu'elles aient estimé que ces objectifs pouvaient être atteints, elles ont souligné que leur décision prise en cours d'année avait été dictée par la nécessité absolue de promouvoir la croissance économique du pays. Les autorités ne s'en tiendraient donc pas strictement à un objectif de crédit si celui-ci entraînait l'étranglement d'un secteur vital de l'économie. En ce qui concerne l'évolution et la politique monétaires prévues pour 1982, les autorités ont estimé qu'elles n'étaient pas en mesure de donner d'indication définitive, étant donné la situation très instable qui règne actuellement sur le marché international des produits et des capitaux.

En sa qualité de membre de l'Union monétaire ouest-africaine, qui maintient une parité fixe entre le franc CFA et le franc français, ainsi qu'une structure commune des taux d'intérêt, le Bénin ne peut pas modifier unilatéralement le taux de change ni les taux d'intérêt. En ce qui concerne les taux d'intérêt, la hausse des taux en France a exercé des pressions considérables sur l'Union depuis 1979, en particulier dans les pays disposant de marchés financiers actifs. En conséquence, en avril 1980, l'Union a décidé de relever tous les taux prêteurs de 2,5 points et tous les taux sur les dépôts à terme de 2 points. Les taux appliqués aux dépôts importants restent librement négociables. Le taux d'escompte préférentiel est passé de 5,5 à 8 %, tandis que le taux d'escompte de base a été fixé à 10,5 et le taux prêteur maximum

Tableau 3. Bénin : facteurs influant sur la masse monétaire, 1976-81

	1976	1977	1978	1979	1980	1981 Projections
<u>(Variations annuelles en milliards de francs CFA)</u>						
Avoirs extérieurs nets	-0,85	-0,04	-2,72	-7,11	0,72	-4,33
Avoirs intérieurs nets <u>1/</u>	-2,03	4,42	6,80	15,31	18,68	11,95
Créances nettes sur l'Etat	-2,56	-2,11	-2,83	-2,48	-2,13	1,20
Créances nettes sur le secteur privé	0,54	6,53	9,62	12,83	20,81	10,75
Dont : financées par la banque centrale	(-0,17)	(1,63)	(2,02)	(3,66)	(7,75)	(3,25)
Contrepartie en DTS	-0,05	-0,09	0,02	-0,44	-0,42	-0,38
Monnaie et quasi-monnaie	-1,23	4,29	4,10	7,76	18,99	7,24
<u>(Variations annuelles en pourcentage)</u>						
Avoirs intérieurs nets <u>1/</u>	-7,4	17,3	22,7	41,7	35,9	16,9
Créances nettes sur le secteur privé	1,8	21,1	25,6	27,2	34,7	13,3
Monnaie et quasi-monnaie	-3,9	14,0	11,7	19,9	40,6	11,0

Sources : BCEAO, FMI et MONEYCALC.

1/ Crédit intérieur, déduction faite du montant des emprunts extérieurs à long terme répercutés et d'autres postes (nets).

des banques à 15,5 %. Les représentants béninois estiment qu'il est encore trop tôt pour évaluer en profondeur la portée de cette mesure, mais il semblerait qu'elle ait entraîné des entrées de capitaux nets provenant d'autres pays de la région. Ces majorations ont également eu une incidence positive sur les dépôts à terme. La demande de crédit a été initialement réduite quelque peu à la suite des relèvements de taux mais n'en a pas été affectée de manière très considérable, comme en témoigne l'expansion exceptionnelle du crédit au cours de l'ensemble de l'année 1980. Avec la montée des taux d'intérêt à l'étranger en 1981, les autorités se sont demandé s'il convenait de réajuster en hausse la structure des taux d'intérêt, étant donné la liberté de circulation des fonds au sein de la zone franc à des taux de change fixes. Les représentants béninois ont déclaré que la question des taux d'intérêt faisait l'objet d'un examen permanent, sans toutefois estimer que la situation particulière du Bénin exigeait une forte augmentation. Selon eux, la hausse des taux du marché monétaire, de 11 % à 15 % environ au 25 mai 1981, devrait suffire à empêcher les sorties de capitaux à court terme, et des taux d'intérêt réels temporairement négatifs n'étaient pas un obstacle à une affectation efficace des ressources.

Au cours des dernières années, l'analyse de l'évolution de la monnaie et du crédit au Bénin a été fortement gênée par le manque de données fiables sur les opérations des banques de dépôt. Ce problème concerne essentiellement la Banque commerciale du Bénin (BCB), fondée en 1975 pour prendre en charge les opérations de trois banques commerciales étrangères ayant des systèmes très différents de comptabilité. Grâce à l'aide d'anciens actionnaires engagés comme consultants et à l'entrée en service d'un nouvel ordinateur, des progrès appréciables sont en voie de réalisation depuis lors dans le traitement des données, et les représentants béninois ont exprimé l'espoir que la BCB commencerait le prochain exercice financier, le 1^{er} octobre 1981, avec un bilan clairement établi. En conséquence, à la fin de l'année, la banque centrale devrait être en mesure de réviser ses estimations concernant les opérations de banques de dépôts pour la période 1976-81 pour qu'elles concordent entièrement avec les données budgétaires.

Les représentants béninois ont déclaré que, dans le domaine de la balance des paiements, les deux objectifs retenus pour 1981 consistaient à limiter le déficit global à 10 millions de DTS (3,1 milliards de francs CFA) et le déficit des transactions courantes à 135 millions de DTS, soit 16 % environ du PIB projeté. Ces déficits devaient être financés par voie d'augmentation des décaissements sur les emprunts extérieurs, en partie aux conditions du marché, à la fois par l'administration centrale et par les entreprises publiques. Les représentants béninois ont indiqué que la tendance à l'augmentation du déficit des paiements courants était devenue une question préoccupante. En 1981, l'augmentation serait due à une nouvelle aggravation du déficit commercial, les importations de marchandises progressant plus rapidement que les exportations. On s'attend à une diminution des termes de l'échange de 6 %. Dans l'hypothèse d'une certaine stabilisation du commerce de réexportation avec le Nigéria, mais de conditions stables

sur les marchés mondiaux et d'une certaine augmentation de la production des principaux articles d'exportation, denrées alimentaires et produits du palmier à huile, les recettes d'exportations totales en francs CFA devraient, selon les projections, augmenter de 6 %. Les importations, exprimées en francs CFA, augmenteraient de 17 %, sous l'effet d'une hausse des importations de biens d'équipement et de produits pétroliers, partiellement compensées par un fléchissement attendu des besoins d'importations alimentaires; on prévoit que le déficit commercial passera de 22 millions à 170 millions de DTS, soit 20 % du PIB. La diminution des recettes provenant du commerce de transit avec les pays voisins aboutira à un gonflement du déficit au titre des invisibles, de sorte que le déficit sur les biens et les services augmentera de 16 %, atteignant 219 millions de DTS. Il est prévu que les transferts officiels diminueront quelque peu, tandis que les transferts privés exprimés en francs CFA augmenteront, par suite d'envois de fonds plus importants par les travailleurs béninois à l'étranger; toutefois, ces mêmes transferts privés, exprimés en DTS, seront en diminution. On s'attend, en conséquence, à un déficit courant bien plus considérable qu'en 1980, bien que, grâce à une augmentation des entrées de capitaux, le déficit global de la balance des paiements se maintiendra probablement à un niveau modeste.

Compte tenu de l'accroissement du rapport service de la dette/ exportations de biens et de services non facteurs - qui est passé de 2 % en 1980 à 9 % environ en 1981 pour les seules obligations contractées et/ou garanties par le Bénin - les autorités se proposent de surveiller attentivement l'augmentation du service de la dette au cours des années à venir. Pour maintenir celui-ci à un niveau raisonnable, elles tâcheront d'obtenir des fonds principalement à des conditions libérales. Récemment, quelques emprunts garantis conjointement par le Bénin et le Nigéria ont été contractés à des conditions commerciales pour financer d'importants projets industriels. Au cours de la période de quatre ans se terminant en 1985, le service de ces dettes, qui sera essentiellement assuré par un niveau adéquat des flux de trésorerie dégagés par lesdits projets, pourrait porter le coefficient du service de la dette à 30 % environ.

5. Politiques de change et de commerce

Le régime des changes du Bénin est analogue à celui des autres pays de la zone franc qui maintiennent un compte d'opérations auprès du Trésor français; il est exempt de toute restriction aux paiements et aux transferts relatifs aux transactions internationales courantes.

Le franc CFA demeure rattaché au franc français au taux de 50 francs CFA pour un franc français. La valeur effective du franc français, mesurée en fonction d'un indice de taux de change pondéré par les importations, est restée pratiquement stable entre la fin de 1978 et la fin de 1980, mais a diminué quelque peu au premier semestre de 1981. Les autorités ont rappelé que le taux de change est établi au niveau de l'Union dans son ensemble et on fait état des assurances fournies

par le Gouvernement français quant à la convertibilité du franc CFA. Bien que le taux de change commun puisse, à un moment donné, ne pas être le plus approprié pour tous les pays membres, elles ont souligné qu'une action correctement coordonnée dans ce domaine était capitale. Les fortes variations qu'ont subies récemment les taux de change des principales monnaies ont eu une incidence négative sur certains secteurs de l'économie, qu'il a été difficile de corriger. Dans l'ensemble, le Bénin continue à considérer que son régime de taux de change répond à ses besoins.

IV. Evaluation des services du Fonds

Au cours des dernières années le Bénin a continué à enregistrer une expansion économique modeste, mais néanmoins généralisée. Son taux d'inflation est demeuré relativement faible, tandis que la situation fondamentale de ses paiements extérieurs s'affaiblissait en raison, dans une certaine mesure, de la dégradation des termes de l'échange du Bénin. En outre, le volume de la production traditionnelle des cultures de rapport et des exportations a été plus faible pendant la première moitié des années 70 et le volume des importations a fortement augmenté. Le recul des exportations traditionnelles n'a pas été suffisamment compensé par l'augmentation des exportations de produits alimentaires à destination de pays voisins. Ces pressions se font sentir de plus en plus sur la balance globale des paiements et les réserves extérieures du pays.

L'affaiblissement de la situation financière des entreprises d'Etat et des entreprises publiques a eu de sérieuses répercussions sur la situation monétaire globale. Les objectifs prévus au budget de 1980 n'ont pas été atteints, à cause de recettes insuffisantes, notamment le produit de l'impôt sur le revenu, et ces insuffisances seront probablement plus considérables encore en 1981. Bien que l'on ne dispose de comptes financiers détaillés que pour un nombre limité d'entreprises d'Etat, il semblerait que la situation financière de certaines des principales d'entre elles se soit détériorée. Leur stock de capital s'en est trouvé diminué et elles ont eu beaucoup de difficultés à assurer le versement des rémunérations du personnel. En outre, comme la plus grande partie du secteur des fermes d'Etat n'obtient pas de rendement positif sur le capital investi, la production agricole dépend toujours d'exploitants individuels appliquant des méthodes traditionnelles. Si cette situation devait se prolonger, elle contrecarrerait probablement l'objectif du gouvernement, qui vise à relever de manière appréciable les niveaux de vie, surtout dans les zones rurales, car les ressources requises pour financer les investissements serviront de plus en plus à soutenir les entreprises d'Etat improductives et à financer les importations de denrées alimentaires essentielles pour les centres urbains. Ce processus ne fera qu'accroître les pressions subies par la balance des paiements.

La politique gouvernementale de modération salariale a été efficace dans la mesure où elle a réussi à contenir la hausse des coûts à la fois dans le secteur public et le secteur privé. Elle a permis non seulement de conserver le budget en équilibre, mais également de maintenir la compétitivité internationale des exportations béninoises, y compris celle des services. Ce point est d'une importance particulière pour le Bénin, car son appartenance à l'Union monétaire fixe le cadre des politiques de taux d'intérêt et de change. Pour parer au problème de main-d'oeuvre que pose notamment, dans le secteur public, l'émigration vers les pays à salaires plus élevés, un enseignement de meilleure qualité semble être la solution appropriée à moyen terme; toutefois, le relèvement judicieux des salaires accordé en 1980 pourrait même se révéler d'une plus grande importance encore pour arrêter, à l'heure actuelle, l'exode de certaines compétences rares. Etant donné que le manque de cadres expérimentés constitue l'un des principaux obstacles à la réalisation des objectifs de développement, un examen permanent de la politique des revenus sera peut-être nécessaire dans l'avenir.

Dans l'immédiat, la meilleure façon d'aborder ces problèmes serait de concentrer les ressources disponibles dans les domaines où le Bénin dispose de l'avantage comparatif le plus important, à savoir l'agriculture et le commerce. Etant donné la situation déjà difficile sur le plan budgétaire, il faut, en dirigeant les ressources vers ce secteur, répercuter intégralement le coût économique des inputs, y compris des taux d'intérêt qui reflètent la rareté du capital. Les mesures prises pour encourager le secteur agricole, par exemple amélioration des services de vulgarisation, de la commercialisation et du stockage, et de la fourniture des inputs, comme dans le cas du coton, exigent du temps pour être mises en place et plus encore pour donner des résultats positifs sous la forme d'une production accrue ou d'une productivité plus forte. Toutefois, certaines mesures macroéconomiques peuvent être envisagées et appliquées plus rapidement. En ce qui concerne la politique budgétaire, il faut d'urgence réduire l'écart entre les montants inscrits au budget et les résultats effectifs, afin de donner au processus budgétaire une base plus réaliste et d'éviter ainsi de devoir, en cours d'exercice, procéder à de sérieuses contractions des dépenses pour tel ou tel poste. La politique appliquée aux entreprises d'Etat devrait viser à éliminer leur déficit d'exploitation et à assurer que le remplacement normal de l'équipement fasse l'objet de provisions, sans que lesdites entreprises aient recours à des subventions fournies par l'Etat ou indirectement par l'intermédiaire du système bancaire. A court terme, cette orientation pourrait entraîner en fait une révision de la politique fixant les prix de production. A moyen terme, il est d'une importance capitale d'adopter une politique destinée à améliorer l'efficacité de l'organisation et de la gestion des entreprises d'Etat. Celles-ci devraient soumettre régulièrement et, si possible, mensuellement, des rapports complets et précis concernant leurs opérations, y compris des renseignements exacts à propos de la production de biens et de services et de leur situation financière.

Sur un plan plus général, il est urgent d'améliorer les services statistiques, afin de pouvoir effectuer des analyses économiques plus détaillées et d'obtenir une appréciation des ramifications des différentes politiques macroéconomiques et de l'incidence, sur l'économie dans son ensemble, des grands projets d'investissement.

Les services du Fonds partagent le point de vue des autorités selon lequel il est impératif que pour le moment, la politique de crédit vise à réduire le taux d'expansion globale de crédit par rapport à celui de 1980, et contribue ainsi à la réalisation du double but consistant à modérer l'inflation et à réduire les pressions qui s'exercent sur la balance des paiements. Ces objectifs sont étroitement liés à la politique destinée à encourager la mobilisation des ressources par l'intermédiaire du système bancaire, condition préalable à la croissance de la production et à l'augmentation des revenus dans une situation d'équilibre raisonnable tant interne qu'externe. Cette politique comprend en particulier des mesures d'encouragement à l'épargne intérieure volontaire, notamment par le moyen d'une politique de taux d'intérêt appropriée. Pour cette raison, il importe que la politique financière soit orientée de manière à assurer que les petits épargnants puissent obtenir des taux d'intérêt réels positifs. Etant donné le taux actuel d'inflation, supérieur à 10 %, il y a lieu de se demander si le relèvement des taux d'intérêt décidé en avril 1980 était suffisant.

A la suite de plusieurs années d'efforts d'investissement intenses, le coefficient du service de la dette a commencé à augmenter de manière sensible. Bien qu'il n'y ait pas lieu de s'en inquiéter pour le moment, l'évolution dans ce domaine devra être suivie de près.

V. Projet de décision

Le projet de décision suivant est soumis à l'adoption du Conseil d'administration :

1. Le Fonds adopte la présente décision à l'issue des consultations 1981 au titre de l'article XIV avec le Bénin, sur la base des consultations 1981 au titre de l'article IV qui ont été tenues avec le Bénin, conformément à la décision n° 5392-(77/63), adoptée le 29 avril 1977 (Surveillance des politiques de taux de change).

2. Le Fonds note avec satisfaction que le Bénin continue d'appliquer un régime des changes exempt de restrictions aux paiements et transferts relatifs aux transactions internationales courantes.

I. Relations avec le Fonds
(Au 31 juillet 1981)

Date d'admission : 10 juillet 1963

Quote-part : 24 millions de DTS

Avoirs du Fonds
en monnaie nationale : 21,98 millions de DTS, soit
91,61 % de la quote-part

Avoirs en DTS : 2,88 millions de DTS, soit
30,63 % de l'allocation cumulative
nette de 9,40 millions de DTS

Versements au titre de prêts
du Fonds fiduciaire :
(première et deuxième périodes) 12,70 millions de DTS

Distribution directe des bénéfices
provenant des ventes d'or
(1^{er} juillet 1976-31 juillet 1980) : 2,09 millions de dollars

Distribution d'or : 11.123,669 onces d'or fin

Dernière consultation au titre
de l'article IV, et mission au
titre du Fonds fiduciaire : 19 mars-1^{er} avril 1980; examen et
approbation du prêt du Fonds
fiduciaire par le Conseil
d'administration le 18 juillet 1980
(EBM/80/106)

Le Conseil d'administration a pris la décision suivante .

1. Le Fonds prend la décision suivante à l'issue des consultations 1980 au titre de l'article XIV avec le Bénin, à la lumière des consultations 1980 au titre de l'article IV qui ont été tenues avec le Bénin conformément à la décision n° 5392-(77/63), adoptée le 29 avril 1977 (Surveillance des politiques de change).

2. Le Fonds note avec satisfaction que le Bénin continue d'appliquer un régime des changes qui n'impose aucune restriction aux paiements et transferts relatifs aux transactions internationales courantes.

II. Relations de la Banque mondiale avec le Bénin

Jusqu'à présent, le Groupe de la Banque mondiale a accordé 14 prêts au Bénin, de même que deux crédits supplémentaires, pour un total de 121,1 millions de dollars. Cinq des crédits ont été affectés à l'agriculture (27 % du total prêté), sept à la construction et à l'entretien de routes (48 %), et un à l'éducation rurale, à l'agrandissement des installations portuaires, à l'expansion des petites entreprises, et au réseau d'adduction d'eau et d'égouts à Cotonou.

Le dernier rapport économique consacré au Bénin par la Banque mondiale a été publié le 31 mai 1979 (n° 2079-BEN), à la suite d'une mission qui a eu lieu en septembre-octobre 1977. Aucune autre mission économique n'est prévue avant 1982 au moins.

Un membre des services de la Banque a participé à la mission du Fonds destinée à aider les autorités à examiner et mettre à jour les données concernant la dette publique extérieure du Bénin.

BENIN - Données de baseSuperficie, population et PIB par habitant

Superficie	112.622 kilomètres carrés
Population : Total (1980)	3.424.000
Taux d'accroissement	2,7 %
PIB par habitant (1980)	239 DTS

	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
					Estimations	Projections

Produit intérieur brut 1/
(aux prix courants)

(Pourcentage du PIB)

Secteur primaire	40,0	39,6	43,5	43,0	42,9	42,8
Secteur secondaire	10,6	10,0	9,5	9,4	9,0	8,9
Secteur tertiaire	39,5	39,9	37,6	38,2	37,7	37,9
Consommation	101,3	100,4	101,7	99,9	98,1	100,3
Investissement	19,9	19,6	20,7	21,7	24,8	25,0
Besoin de financement	21,2	20,0	22,4	21,6	22,9	25,3
Epargne intérieure brute	-1,3	-0,4	-1,7	0,1	1,9	-0,3
Total (millions de francs CFA)	134,31	151,20	168,56	193,33	224,92	265,41
Taux de croissance annuelle (pourcentage)						
Nominal	19,1	12,6	11,5	14,7	16,3	18,0
Réel	4,3	3,8	5,6	4,3	4,1	4,7

Prix

(Variations annuelles en pourcentage)

Déflateur implicite du PIB	14,2	8,5	5,6	10,0	11,7	12,7
Indice des prix à la consommation (pour les ménages à revenu élevé)	8,3	9,8	6,9	10,2	10,9	...
Prix à l'exportation (francs CFA)	16,7	10,5	7,4	7,7	8,0	15,0
Prix à l'importation (francs CFA)	10,8	12,3	3,4	10,4	15,2	22,2
Termes de l'échange	5,3	-1,6	3,9	-2,5	-6,3	-5,9

Situation financièrede l'administration centrale 2/

(Milliards de francs CFA)

Recettes	22,86	25,04	26,39	28,64	32,83	39,84
Dons	12,75	14,10	10,70	18,00	18,00	16,50
Dépenses courantes	17,05	19,39	19,22	22,15	26,29	34,57
Transferts	0,06	2,34	0,38	0,23	0,25	0,30
Dépenses d'investissement	14,49	17,48	15,31	26,26	29,16	31,77
Prêts nets	3,75	6,27	3,59	8,42	10,22	25,36
Excédent/déficit (-) global	0,26	-6,34	-1,41	-10,42	-15,09	-36,16
Financement extérieur	6,13	7,59	6,14	9,63	14,71	34,52
Concours du système bancaire	-2,56	-2,11	-2,83	2,48	-2,13	1,20
Autre financement intérieur	-3,83	0,86	-1,90	-1,69	2,51	0,44

(En pourcentage du PIB)

Recettes	17,0	16,6	15,7	14,8	14,6	14,8
Dépenses courantes	12,7	12,8	11,4	11,5	11,7	13,0
Dépenses d'investissement et prêts nets	13,6	15,7	11,2	17,9	17,5	21,5
Excédent/déficit (-) global	0,2	-4,2	-0,8	-5,4	-6,7	-9,6

BENIN - Données de base (fin)

	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u> Estimations	<u>1981</u> Projections
<u>Debt publique extérieure 3/</u> (Millions de dollars E.U.)						
Décaissée et encours (fin de période)	111,32	144,12	172,93	194,29	261,74	...
Pourcentage du PIB	(20,6)	(22,4)	(21,4)	(20,2)	(26,3)	(...)
Décaissements	29,91	33,26	36,82	46,26	83,89	...
Amortissement du principal	3,36	3,03	3,64	2,52	4,44	...
Intérêts	0,94	0,87	2,19	2,09	2,44	...
Coefficient du service de la dette 4/	2,8	2,1	2,9	1,7	2,2	...
<u>Monnaie et crédit</u> (Milliards de francs CFA: fin de période)						
Avoirs extérieurs nets	6,33	6,29	3,57	-3,54	-2,82	-7,15
Avoirs intérieurs nets 5/	25,50	29,91	36,71	52,02	70,70	82,65
Créances nettes sur l'Etat	-5,51	-7,63	-10,45	-7,97	-10,10	-8,90
Créances nettes sur le secteur privé	31,01	37,54	47,16	59,99	80,80	91,55
Dont, financées par la banque centrale	(7,69)	(9,33)	(11,34)	(15,00)	(22,75)	26,00
Monnaie et quasi-monnaie	30,63	34,92	39,02	46,77	75,76	73,00
Pourcentage du PIB	(22,8)	(23,1)	(23,1)	(24,2)	(29,2)	(27,5)
<u>Bilan des paiements</u> (Millions de DTS)						
Exportations (f.o.b.)	101,48	134,23	120,36	157,55	185,45	170,99
Importations (f.o.b.)	-180,85	-206,40	-227,26	-275,81	-333,44	-340,71
Balance commerciale	-79,37	-72,17	-106,90	-118,26	-147,99	-169,72
Services (nets)	-24,00	-33,75	-27,61	-34,56	-41,09	-49,71
Transferts (nets)	63,25	71,37	66,55	76,05	99,27	84,86
Solde des transactions courantes	-40,12	-34,55	-67,96	-76,77	-89,81	-134,57
Capitaux non monétaires (nets)	37,40	34,55	34,23	44,43	69,82	119,26
Dont : Etat	(21,93)	(22,42)	(12,71)	(20,89)	(23,27)	(109,24)
entreprises publiques	(1,12)	(3,49)	(8,42)	(12,99)	(30,55)	
Capitaux monétaires	-8,70	-12,41	4,42	8,00	2,91	3,80
Erreurs et omissions	16,49	11,82	12,04	12,71	13,97	--
Allocations de DTS	--	--	--	1,66	1,66	1,63
Excédent/déficit (-) global	5,07	-0,59	-17,27	-9,97	-1,45	-9,88
(Pourcentage du PIB)						
Exportations (f.o.b.)	20,9	25,5	20,2	22,4	22,7	20,4
Importations (f.o.b.)	-37,2	-39,2	-38,1	-39,2	-40,8	-40,5
Solde des transactions courantes	-8,2	-6,6	-11,4	-10,9	-11,0	-16,0
Excédent/déficit (-) global	1,0	-0,1	-2,9	-1,4	-0,2	-1,2
<u>Réserves extérieures officielles</u> (Millions de DTS, fin de période)						
Réserves brutes	16,5	16,8	11,9	10,8	6,4	10,3 6/
Réserves nettes	15,7	15,3	-1,9	-12,3	-12,6	...
<u>Taux de change</u> (Francs CFA pour un DTS)						
Fin de période	268,70	285,76	272,28	264,78	287,99	304,55 6/
Moyenne pour la période	255,91	386,82	282,50	274,83	275,01	315,81

1/ Les données officielles des comptes nationaux ne sont pas disponibles depuis 1978.

2/ Y compris les dépenses financées directement par l'aide extérieure.

3/ Telle que recensée par le système de notification de la dette extérieure de la BIRD, y compris le Fonds fiduciaire.

4/ Service de la dette relative aux exportations de biens et de services non facteurs.

5/ Crédit intérieur, déduction faite du montant des emprunts extérieurs à long terme percutés et d'autres postes (nets).